# **Termes de Reference pour l’activité A 2.2 Formation sur la Rédaction de policy papers et policy briefs**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF 2 |
| Partenaires |  Le forum Civil Tunisien pour l’OGP |
| Opérateurs | Expertise France  |
| Directeur de Projet |  Nicole Nkoa |
| Email | nicole.nkoa@expertisefrance.fr / asma.sabri@expertisefrance.fr  |
| Pays/institution | **Tunisie – OSC**  |
| Opérateur sur l’activité | **Expertise France** |
| Activité |  **Appui technique à la structuration et à la redynamisation du Forum des OSC OGP**  |

# Description et contexte du PAGOF2

 Fort du succès rencontré lors de sa première phase (PAGOF1) qui s’est achevée en juin 2022, le PAGOF2 ambitionne de poursuivre son action d’accompagnement dansle processus de co-construction et de suivi de l’action publique, s’ouvrant ainsi sur d’autres pays partenaires, passant de 3 à 4 pays d’Afrique Francophone membres du PGO et une composante régionale.

Le PAGOF2 contribue à améliorer, à côté de l’administration et de la société civile (dont les médias), la gouvernance ouverte, la redevabilité, l’accès à l’information et la participation citoyenne en Tunisie, en Côte d’Ivoire, au Maroc et au Sénégal.

Le projet continuera à soutenir les efforts d’autres pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO, et de renforcer la dynamique régionale du gouvernement ouvert notamment grâce à la mise en réseau et les échanges d’expérience entre pairs.

* L’objectif général du PAGOF est d’accompagner les pays partenaires (OSC et Administration) dans la réalisation de leurs réformes de Gouvernement Ouvert en lien avec leur Plan d’Action National afin de respecter les principes du PGO ;Diffuser la culture du Gouvernement ouvert au niveau national et local, et au sein d’un nombre d’acteurs élargi ;
* Et Valoriser, au niveau régional, les bonnes pratiques et expériences réussies de plusieurs pays d’Afrique francophone dans la mise en place de mécanismes et d’outils de gouvernement ouvert dans l’optique de consolider une dynamique et un effet d'entraînement de ces pays vers le PGO et Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO.

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Action National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

 Le forum Civil Tunisien pour l’OGP créé en 2023en Tunisie regroupe 11 associations membres et joue un rôle clé dans la promotion du gouvernement ouvert en Tunisie. Il s'engage pour la transparence, la participation citoyenne et la redevabilité. Fonctionnant de manière indépendante, le Forum établit des partenariats avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales partageant les principes du gouvernement ouvert Son objectif est de sensibiliser les citoyens et les organisations de la société civile à l'importance de la gouvernance ouverte, tout en soutenant activement l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques transparentes et inclusives.

Dans ce contexte, le projet PAGOF 2 vise à soutenir techniquement la structuration et la dynamisation du Forum des organisations de la société civile (OSC) OGP. Il cherche à renforcer les capacités des OSC en matière de plaidoyer et d'influence sur les politiques publiques, en mettant l'accent sur l'utilisation d'outils tels que les policy briefs et les policy papers. Ces documents sont essentiels pour soutenir la prise de décision en matière de gouvernance ouverte et pour promouvoir la transparence et la redevabilité au sein des institutions publiques.

Objectifs de la formation :

* Renforcer les compétences des OSC en matière de rédaction de policy briefs et de policy papers afin de les aider à influencer efficacement les décisions publiques.
* Former les participants à structurer et rédiger des documents de plaidoyer de manière claire, concise et adaptée aux décideurs publics.
* Encourager l'utilisation des policy briefs et policy papers comme outils de plaidoyer stratégique pour promouvoir la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne.

# Résultats attendus :

* Renforcement des compétences des participants en matière de rédaction de documents de plaidoyer, avec une capacité à produire des policy briefs et policy papers adaptés au contexte local et national.
* Production de documents concrets (policy briefs et policy papers) par les participants, traitant des problématiques de gouvernance ouverte, de transparence financière et de participation citoyenne.
* Application pratique des documents produits dans des campagnes de plaidoyer ou des initiatives locales, avec un suivi post-formation pour maximiser leur impact.
* Une meilleure compréhension des enjeux liés à la transparence des gouvernements locaux et des moyens d’influencer les politiques publiques en Tunisie.
* Publication des policy briefs sur les sites du PGO en Tunisie et sur les canaux dédiés ( développer davantage / citer les canaux de publication possible

#  Méthodologie :

# La formation sera organisée en deux phases bien distinctes pour garantir une montée en compétences progressive et pratique.

# **Un Premier cycle de 3 jours suivi d’une période pratique d’un mois**

# Ce premier cycle vise à familiariser les participants avec les bases de la rédaction des policy briefs et policy papers. Pendant ces trois jours, ils vont

# Découvrir les principes fondamentaux de la structuration d’un document de plaidoyer.

# Apprendre à formuler des arguments clairs et pertinents.

# S'exercer à identifier les décideurs cibles auxquels ces documents s'adresseront.

#

# Après ce premier cycle, les participants auront un mois pour appliquer ce qu'ils ont appris. Ils travailleront sur une première version de leur policy brief ou policy paper en lien avec les thématiques sur lesquelles ils travaillent. Durant cette période, ils bénéficieront d'un accompagnement à distance pour poser leurs questions et recevoir des conseils personnalisés

# **Un Deuxième cycle de 2 jours suivi d’une période d’accompagnement de deux mois :**

# Le deuxième cycle sera consacré à la révision et finalisation des documents. Les participants reviendront avec leurs premières ébauches pour :

# Recevoir des retours constructifs.

# Apprendre à présenter efficacement leurs documents devant des décideurs ou partenaires clés.

#

À l'issue de la formation, un accompagnement sur mesure sera proposé pendant deux mois. L'objectif est de suivre de près l'avancée des participants, avec des sessions de coaching pour maximiser l'impact de leurs policy briefs et policy papers. Ils pourront également bénéficier d'un accompagnement supplémentaire pour adapter leurs documents aux réalités locales et les présenter à des acteurs influents.

#  Livrables :

**Pré-test et post-test**pour évaluer la pertinence du contenu et l'acquisition des compétences.

S**upports de formation**

**Modèle de Policy brief** : Un modèle qui servira d'exemple pour les participants, incluant des éléments clés tels que la structure, et le style rédactionnel.

**Guide de bonnes pratiques**: Un document synthétisant les meilleures pratiques en matière de rédaction de policy briefs, y compris basé sur les retours d'expérience des participants etc

**Un plan de suivi pour assurer la mise en œuvr**e des connaissances acquises et maintenir l'engagement des participants.

Des policy briefs finaux, rédigés par les groupes thématiques, qui synthétiseront les apprentissages et les recommandations.

**Un rapport de fin de mission** détaillant les résultats de la formation.

# Calendrier prévisionnel

 Décembre 2024 – avril 2025

# Nombre de jours d’expertise

 20 jours

# Lieu d’exécution

L’activité sera réalisée en Tunisie

# Profil requis de l’expert

* Expérience démontrée dans la rédaction de policy briefs et de policy papers.
* Expertise reconnue dans les domaines de la gouvernance ouverte.
* Capacité à analyser des données et des informations complexes pour formuler des recommandations stratégiques.
* Antécédents solides dans la promotion de politiques publiques, avec des exemples concrets de résultats positifs.
* Aptitude à transmettre des connaissances de manière claire et engageante.
* Excellentes compétences en communication et en formation.
* Compréhension des tendances de l’open gov et PGO en Tunisie qu'à l'international.
* Connaissance approfondie du contexte socio-économique, politique et culturel tunisien.
* Maîtrise des langues arabe et française.

# Langue(s) de travail

Arabe/ Français

Soumission des propositions.

 Les prestataires intéressés sont invités à soumettre un seul document comprenant les éléments suivants :

Offre technique : Présentation détaillée de la méthodologie, des approches et des outils proposés pour réaliser la mission.

CV de l’expert proposé : Inclure des informations détaillées sur ses qualifications, son expérience pertinente et des références appropriées.

Proposition financière détaillée : Indiquer le nombre total de jours-homme nécessaires. La proposition devra inclure :

Un montant Hors Taxes (HT)

Un montant Toutes Taxes Comprises (TTC)

 **Les candidats devront indiquer l'entreprise/entrepreneur qui pourrait être amenée à conclure le marché avec Expertise France (Société avec n° d’enregistrement légal au registre des entreprieses et ayant donc le droit d’émettre des factures)**